



Pas de traces de démantèlement des prestations: la Suisse a des infrastructures de premier plan

Nombreux sont ceux qui, au retour des vacances, prennent à nouveau conscience du fait que les infrastructures publiques suisses sont de premier plan et n'ont rien à envier à celles d'autres pays. La qualité et la fiabilité du service public en Suisse n'ont pas d'équivalent. Ces services ne sont pas gratuits, loin de là, et pourtant la charge fiscale pesant sur la classe moyenne et les consommateurs reste modérée. Le financement des infrastructures, de qualité, repose ainsi notamment sur une politique d'imposition des entreprises extrêmement réussie et rentable.

Affirmer qu'une fiscalité attractive aboutit à des programmes d'économie et au démantèlement de prestations est un des nombreux mythes, non étayés, de la gauche. Celle-ci n'a de cesse de dénoncer un démantèlement des **services publics**, sans fournir la moindre preuve. Les données montrent au contraire que les infrastructures suisses, des transports ferroviaires et routiers aux services postaux, en passant par l'électricité et les réseaux de données sont excellentes en comparaison internationale.

La desserte de base pour les transports publics, les services postaux et les télécommunications revêt une importance particulière en Suisse. Elle est assurée en grande partie par des entreprises proches de la Confédération et des cantons, comme les CFF, Swisscom, La Poste et Swissgrid, ou financée par des impôts et des taxes. Le capital et les droits de vote des entreprises mentionnées sont entre les mains de la Confédération et des cantons. Dès lors, ces entreprises sont la

propriété des collectivités publiques, et donc des contribuables suisses.

Des infrastructures suisses sans équivalent au niveau international

Dans le cadre de son Global Competitiveness Index (GCI), le Forum économique mondial (WEF) évalue chaque année la compétitivité de quelque 140 nations et les infrastructures sont un des éléments pris en compte. La performance de la Suisse est jugée excellente, tant dans le domaine des infrastructures que pour le classement général. Seuls les Pays-Bas et le Japon ont obtenu un score plus élevé en 2018. Depuis 2008, les infrastructures suisses se classent systématiquement dans le top 3 – leur qualité est donc nettement supérieure à la moyenne de l'OCDE. Il n'y a aucun indice d'un démantèlement général des prestations.

Le GCI fournit des données granulaires sur les infrastructures électriques et de téléphonie ainsi que sur celles de transport des pays évalués. En cliquant sur le texte en bleu, on accède à l'évaluation détaillée des infrastructures pour 2016. Les données confirment l'image globale – la Suisse était en tête, avec des scores de 6 pour les réseaux électriques et de téléphonie et de 7 (le maximum) pour les infrastructures de transport.

Infrastructures de transport

Les conclusions du GCI sur les infrastructures de transport se reflètent dans l'accessibilité de la Suisse en Europe et depuis le reste du monde. L'accessibilité est importante pour l'attractivité du site et détermine la participation de l'économie suisse à la **croissance** mondiale. BAK Economics quantifie l'accessibilité des régions suisses depuis l'Europe (continentale) et le reste du monde sur la base de la durée des trajets et de la fréquence des liaisons.

En ce qui concerne l'accessibilité continentale, les chefs-lieux des cantons suisses font bonne figure en comparaison européenne. Ainsi, en 2018, seule la ville de Sion affichait une valeur inférieure à la valeur moyenne de l'indice d'accessibilité pour l'ensemble de l'Europe. Les chefs-lieux les mieux raccordés sont Zurich, suivie de Genève et de Bâle. Pour l'accessibilité, il faut considérer les liaisons routières, ferroviaires et aériennes, mais aussi la situation géographique. Cependant, celle-ci ne fait pas tout, comme le montre l'accessibilité mondiale supérieure à la moyenne de la Suisse. Ainsi, en 2018, tous les chefs-lieux ont atteint un score supérieur ou égal à la moyenne de 100. Une analyse de métropoles européennes comparables souligne l'excellente accessibilité de Zurich.

Une bonne accessibilité n'est pas gratuite, c'est certain. Elle est le résultat d'investissements abondants dans les infrastructures de transport. Une

comparaison avec les pays environnants montre que la Suisse a investi 1,18% de son produit intérieur brut en 2019, ce qui est nettement plus que ses voisins allemands (0,81%), français (0,87%) et autrichiens (0,58%). Avec plus de 10,8 milliards de francs, les transports représentaient en 2021 le troisième poste de dépenses du budget de la **Confédération**. C'était déjà ainsi les années précédentes. Une partie substantielle des coûts, notamment dans le transport régional de voyageurs (**TRV**), sont financés via le budget général de la Confédération. Ces dépenses se montent à quelque 1 milliard de francs par an – avec un taux de couverture des coûts de 38% en **moyenne** – et sont supportées en grande partie par les recettes croissantes de l'imposition des entreprises.

Réseaux électriques et de communication

La Suisse possède également de très bonnes infrastructures électriques et de téléphonie, comme le montrent l'indice des infrastructures (cf. figure 1). En 2016, le réseau électrique suisse caracolait encore en première place sur 126 pays, dans l'Energy Architecture Performance Index (EAPI) du **WEF**. Les réseaux de communication en Suisse sont également d'excellente qualité. En 2019, quelque 98% de la population suisse avait accès à un raccordement fixe avec une vitesse de téléchargement de 100 MB au moins, ce qui prouve la qualité et surtout l'étendue de ces **infrastructures**. En Europe, seuls les Maltais et les Néerlandais disposaient alors d'une meilleure couverture haut débit.

La Poste suisse: le nec plus ultra international, avec un potentiel d'amélioration

Enfin, le service universel de La Poste suisse est également d'excellente qualité. La Poste domine depuis plusieurs années l'indice intégré pour le développement postal (2IPD) établi par l'Union postale universelle. Sur une échelle de 0 à 100, la Suisse est en première position depuis 2017, avec un score maximal de 100, loin devant l'Allemagne (92,28) et l'Autriche (91,04), qui occupent respectivement le deuxième et le troisième rang (cf. figure 3).

Des infrastructures de pointe grâce à une fiscalité optimale

Les infrastructures suisses sont au top. Elles sont en tête des classements internationaux dans tous les domaines. Parallèlement, les charges pesant sur la classe moyenne et les consommateurs sont très modestes. Les impôts sur la consommation restent à un faible niveau, inégalé à l'échelle **internationale**, et l'imposition du revenu pour la classe moyenne a baissé depuis **1955**. Les contributions publiques aux investissements croissants dans les infrastructures sont également couvertes en partie par les recettes croissantes de l'imposition des entreprises. De plus, les nombreuses entreprises suisses qui sollicitent les prestations concernées contribuent au financement des coûts fixes via des redevances et des taxes. Les Suissesses et les Suisses en profitent chaque fois qu'ils utilisent ces infrastructures.

À lire aussi, les autres article de la présente série sur la politique fiscale:

- - [Le PS déforme les faits: les impôts sur le capital augmentent](#)
 - [Les travailleurs et l'État tirent profit de l'attractivité de la place économique](#)
 - [Fiscalité: la grande illusion - Opposer les entreprises aux particuliers?](#)
 - [Fiscalité: réfuter les affabulations de la gauche](#)
 - [La Suisse, un paradis fiscal pour les consommateurs](#)